



La transition énergétique est inévitable. C'est l'affaire de Tous

Par [Chems Eddine Chitour](#)

Mondialisation.ca, 18 février 2021

Reporters.dz

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)

Chems Eddine Chitour n'est pas le dernier venu dans le débat sur la nécessité pour les Algériens de se libérer du tropisme des hydrocarbures et de travailler à l'alternative de la ressource renouvelable. Pas uniquement celle du solaire ou de l'éolien, mais celle de la géothermie et du bois,

« Je suis ministre déclare- t-il de la Transition énergétique depuis juin 2020, mais j'ai vingt-cinq de disque dur en ce qui concerne le renouvelable », aime-t-il à plaisanter. Derrière la gaillardise inattendue de ses expressions parfois, une vérité : Chems Eddine Chitour n'est pas le dernier venu dans le débat sur la nécessité pour les Algériens de se libérer du tropisme des hydrocarbures et de travailler à l'alternative de la ressource renouvelable. Pas uniquement celle du solaire ou de l'éolien, mais celle de la géothermie et du bois, maintient-il à chaque question qui lui est posée sur la façon de mobiliser le potentiel énergétique durable dont regorge le territoire national.

A l'heure où les interrogations persistent sur l'avenir de son ministère à l'occasion du changement de gouvernement attendu, sa réaction est d'avertir sur notre « état d'ébriété énergétique » et ses conséquences économiques et de sécurité sur le futur proche du pays. Mais son ministère alors ? « Le renouvelable comme ses acteurs qu'on ne voit pas assez par rapport à l'urgence du moment doivent disposer d'un puissant cadre institutionnel, quelle que soit sa forme, pour être mobilisés et servir de moteur économique et de parapluie écologique pour l'Algérie. Mais attention, la conversion au non-fossile est l'affaire de tous », répond-il.

Reporters : Vous dirigez depuis plus de six mois le ministère de la Transition énergétique et des énergies renouvelables. Dans le dispositif de la gouvernance énergétique en Algérie, ce département est tout à fait nouveau et semble en quête de visibilité. Un challenge pour vous qui ne cessez pas d'appeler depuis des décennies à sortir du fossile ?

Pr.Chems Eddine Chitour : Le modèle énergétique actuel est en voie d'essoufflement. Il va falloir lui trouver une alternative avant que la ressource fossile qui le constitue, le pétrole et le gaz, ne s'épuise avec le risque d'une mise en péril de la sécurité des générations futures. Je le dis depuis vingt-cinq ans au moins : la solution est à chercher dans l'exploitation de la ressource non fossile et durable. Le département que je dirige depuis quelques mois travaille à défendre cette solution et à la rendre concrète dans le cadre d'une action gouvernementale globale, mais aussi en tenant compte de la réalité ; pour être en phase avec les mutations du monde.

On le disait, votre ministère est « jeune ». Les moyens de la politique que vous souhaitez y mener sont encore à chercher matériellement, alors que le contexte économique et financier du pays n'est pas des plus encourageants actuellement. Comment faire ?

Le ministère que je conduis avec mon équipe est récent, en effet. Il se construit chaque jour, pièce par pièce, avec l'expérience et le dévouement des cadres qui le composent. Ceux-là sont comme moi : ils disposent d'un disque dur assez solide dans les domaines du renouvelable. Ils connaissent le terrain, ses atouts comme ses faiblesses. La transition énergétique à laquelle il convient de parvenir prendra donc du temps, c'est certain. Mais c'est un processus, dont il ne faut pas rater le démarrage ou retomber dans les travers qu'on a connus durant les années 1980 lorsque des expériences intéressantes, notamment en matière de recherche, ont été lancées avant d'être malheureusement abandonnées en cours de route. Si, il y a quarante ans, le pays disposait d'une marge de manœuvre importante, il ne l'a plus aujourd'hui et va se retrouver dans quelques années, comme je le répète souvent aussi, devant le choix d'exporter ou de consommer sa production d'énergie.

Il ne pourra pas faire les deux en même temps ?

Je ne le crois pas et les données actuelles ne me permettent d'affirmer le contraire. Je le dis fréquemment notamment lors de ma conférence du début février à l'INESG, je le répète ici : l'Algérie consomme 60 millions de tonnes de pétrole et 800 millions de mètres cubes de gaz par semaine. A ce train-là, on va baisser les rideaux de l'exportation dès 2028-2030.

Que faire alors ?

Nous sommes au XXI^e siècle, il faut épouser son temps et tourner le dos à la rente. Il s'agit de retarder cette échéance, la faire reculer le plus possible à travers un usage intelligent de la ressource disponible, puis en même temps se préparer à en cultiver d'autres, j'insiste sur cette formulation, et à les exploiter dans la double perspective écologique et économique. Car, il ne s'agit pas d'aller vers de l'énergie propre, mais de l'utiliser pour le développement de notre pays dans les 40 à 50 prochaines années. D'autant que les énergies fossiles auront de moins en moins d'avenir à partir des années 2030.

Depuis des années, les alertes sur l'épuisement du fossile n'ont pratiquement pas cessé. En réalité, elles ne semblent pas intéresser grand monde hormis les initiés. Pourquoi ?

Parce que nous avons été longtemps englués dans la fausse certitude que le pétrole et le gaz allaient régler tous les problèmes de l'Algérie pour l'éternité. Nous sommes restés dans l'affirmation qu'on allait garantir aux Algériens le kilowattheure thermique à un prix dérisoire et on leur a donné jusqu'à aujourd'hui des habitudes de consommation qui ne sont pas le fruit de l'effort. Ce qui n'est ni vrai, ni raisonnable et encore moins une garantie pour changer et sortir du sortilège de la rente qui a stérilisé toute velléité de création de richesses.

Est-ce que cela a changé ?

Des choses nouvelles apparaissent et se manifestent davantage dans le discours sur la question énergétique dans notre pays. Les gens qui avertissent depuis des années sur l'arrivée de l'après-fossile et sur la nécessité d'épargner la richesse du sous-sol national pour les générations futures ne se sentent plus isolés. La nécessité de réviser les subventions des produits énergétiques, qui sont actuellement une prime accordée au

gaspillage, devrait déboucher sur une nouvelle politique au seul bénéfice des catégories vulnérables. Désormais, le renouvelable et le projet de transition énergétique disposent de la voix et de la voie que le chef de l'Etat lui a donné, en décidant de le doter d'un cadre institutionnel à part. C'est en soi une avancée considérable à laquelle il s'agit d'adhérer avec les moyens du bord en attendant d'en avoir d'autres.

Que sont ces moyens du bord ? Avoir, comme vous le faites aujourd'hui, le plus de discussions possibles avec vos collègues du gouvernement ? Disposer de la solidarité de votre collègue de l'Energie ?

Un proverbe du terroir de l'Algérie profonde nous apprend: « D'une seule main, on n'applaudit point ! » Et c'est absolument vrai : Avec le ministre de l'énergie, le courant passe très bien. Nous nous connaissons de longue date, nous venons du monde de l'énergie et l'avantage que nous avons est de nous dire nos quatre vérités quand il s'agit de confronter nos idées et nos positions sur l'avenir énergétique du pays. C'est, pour moi, une chance que de travailler avec lui d'autant qu'il a rompu, me semble-t-il, avec le scepticisme qu'il avait à l'égard du renouvelable et de sa pertinence comme puissant moteur économique pour le pays à l'avenir. Tous les deux sommes d'accord sur l'obligation de réviser progressivement la grille de subvention des produits énergétiques qui ne devrait plus bénéficier comme c'est le cas aujourd'hui aux concitoyens à fort pouvoir d'achat.

Par ailleurs, il est inéluctable que la vision du futur de l'énergie nécessiter de notre part un aggiornamento. Ainsi à titre d'exemple, à l'instar de grands groupes, Sonatrach devrait faire sa mue et penser par exemple, à diversifier ses activités et de s'engager à terme, comme les autres groupes mondiaux, dans la transition énergétique. Cela ne veut pas dire qu'il va falloir abandonner l'exploration de l'Onshore et de l'Offshore pour lequel il y aurait des indices, mais de se préparer à une séquence où tous les acteurs majeurs, à travers les carburants, sont en train de sortir du pétrole qui aura de moins en moins de visibilité parce qu'il pollue et parce que la tonne de CO2 va être de plus en plus chère.

A suivre vos activités chaque semaine, vous semblez chercher à connecter le plus possible vos autres collègues du gouvernement aux questions du renouvelable et à les sensibiliser aux chantiers que vous ouvrez. Vrai ou pas ?

Mes collègues au gouvernement sont responsables, au même titre que moi à des degrés divers, de la transition énergétique à réaliser dans le pays. S'agissant d'un dessein stratégique pour l'Algérie, c'est l'affaire de tous les membres de l'Exécutif même si certains sont aujourd'hui en situation d'être davantage sollicités que d'autres, en raison de leurs responsabilités et prérogatives à ouvrir rapidement des chantiers dont les résultats peuvent être confirmés plus rapidement. Avant de prétendre changer de paradigme et d'aller vers un nouveau modèle énergétique, l'étape la plus importante en termes d'immédiateté est de gagner en sobriété énergétique et de lutter contre le gaspillage.

Tout le monde le sait : l'urgence est de commencer à consommer l'électricité que nous produisons de manière efficace et rationnelle, en particulier dans le résidentiel, le tertiaire, le transport : trois secteurs dont la voracité n'est plus à démontrer. Les discussions avec mes collègues de l'habitat, de la Poste et des Télécommunications, du Tourisme, des Affaires religieuses, des Transports et de la Justice, les séances de travail que je fais avec les cadres de ces secteurs et d'autres vont dans ce sens.

Celui de l'économie d'énergie ?

Bien entendu ! Pour le résidentiel, il s'agit de privilégier les matériaux et les équipements non énergivores pour la construction de nouveaux logements et de recourir aux isolants tels le double vitrage et la laine de verre pour la réhabilitation du vieux bâti. Un cahier des charges est en cours d'élaboration pour que, à partir de 2022, les nouvelles habitations ne soient plus réceptionnées avant un diagnostic énergétique. Dans le tertiaire, les administrations sont rappelées au fort potentiel dont elles disposent en matière d'économies d'énergie. Il en est de même pour les lieux de culte où la priorité, dans les mosquées et les salles de prière, est à la réduction de la consommation pour soulager les APC qui en payent la facture. Outre le projet de construction d'une « mosquée verte » à Sidi Abdellah, on va au lancement d'un concours de mosquées du même genre, mais selon le cachet local des régions où elles se trouveront.

L'accord conclu récemment avec mon collègue du ministère de la Poste et des Télécommunications pour la commercialisation prochaine pour les foyers d'un million de lampes LED par le réseau des bureaux de poste s'inscrit également dans cette logique. Pour les carburants, l'objectif, comme vous le savez, est de poursuivre la généralisation des kits GPLc. En 2020, 80 000 véhicules en ont été équipés. Cette année, on prévoit d'en installer dans 200 000 autres, en faisant en sorte que le gouvernement et ses administrations, qui disposent d'un parc roulant conséquent, en deviennent l'exemple.

Sauf que le kit GPL coûte à peu près 500 dollars à l'importation et qu'il faudra pour cela trouver de l'argent, aujourd'hui moins disponible qu'il ne l'était. Comment faire ?

Les discussions avec le ministère des Finances ne sont pas simples, en effet, mais elles avancent pour que l'Etat prenne en charge 50% du coût de chaque kit avec la perspective d'un gain économique et écologique. La bicarburantion est non seulement moins coûteuse, mais moins polluante aussi, le GPL étant moins cher et n'encrasse pas le moteur comme l'essence et le diesel. Il est considéré comme un carburant vert par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Il est selon moi la solution à suivre avant d'aller vers la locomotion électrique que le marché mondial de l'automobile est de toute façon en train de nous imposer progressivement.

On a bien compris : votre démarche dans un premier temps est de plaider le facteur énergétique partout, dans le tertiaire et le résidentiel notamment. Pour autant, existe-t-il un environnement industriel pour cela ?

Il existe avant tout un environnement de recherche et de développement qu'il s'agit d'encourager et de renforcer à travers notamment une plus grande coopération avec le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Des laboratoires et des centres existent depuis les années 1980, d'autres sont plus récents, mais tous travaillent dans l'anonymat alors qu'il convient de les faire connaître auprès de l'opinion nationale et de montrer que des choses sont faites en Algérie dans le solaire, l'éolien et la géothermie et peuvent servir à la perspective de la transition énergétique et au plan que nous sommes en train de mettre en place.

Ma visite au Centre de recherche en technologie des semi conducteurs pour l'énergétique (CRTSE) d'El Harrach, le 10 février dernier, en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Professeur Benziane, s'inscrit dans cette optique. Lors de cette visite j'ai acquis la conviction qu'il était possible de sortir de l'importation et de la faisabilité des kits solaires dans notre pays, même si ceux qui sont réalisés dans ce centre offrent un rendement moindre que celui des produits importés : 14% contre 18%.

Naturellement nous ne faisons pas d'illusion sur la compétitivité des kits réalisés avec ceux qui nous viennent de l'atelier du monde qu'est devenu la Chine où même la plupart des pays industrialisés font leur achat de panneaux solaires en Chine. Mais cela nous permet d'amorcer la pose d'un savoir endogène qui sera sollicité en terme d'intégration graduelle

Dans l'ordre justement de l'intégration de savoir - faire, les équipes du Centre de développement des technologies avancées (CDTA), qui travaillent avec Naftal sur le kit GPL, la perspective est au « reverse engineering » et à sa fabrication en Algérie avec un taux d'intégration de l'ordre de 60%. Cependant, le grand challenge est de réfléchir sans tarder sur la mise en place de la locomotion électrique qui sera seule capable de prendre en charge une politique de transport vertueux.

Qu'en est-il de l'entreprise ?

Dans le champ du renouvelable en général, nous avons recensé jusqu'ici une vingtaine d'opérateurs, dont des privés. Vous me diriez que leur nombre n'est pas suffisant, mais à partir du moment que vous leur dites voilà le marché à prendre, cela les motivera et ne manquera pas de créer une dynamique et de susciter des vocations. Avec mon collègue de l'Industrie, les échanges portent sur les moyens d'encourager les bons usages pour la cuisson qui représente 27% de l'énergie qu'on consomme et voir comment nos entreprises pourraient se lancer dans la fabrication des cuisinières moins gourmandes en énergie. Dans le cadre de son redéploiement annoncé, l'ENIEM peut investir le créneau. Par ailleurs, des micro-entreprises peuvent être créées aussi, notamment pour la fabrication du chauffe-eau solaire dont nous comptons généraliser l'usage avec le soutien de l'Etat.

Quid du plan énergétique ?

Je le répète : l'objectif est d'aller vers cette sobriété énergétique, dont l'Algérie a plus que jamais besoin. C'est ce cap qu'il faut atteindre et différents intervenants institutionnels, scientifiques et associatifs peuvent y contribuer moyennant des campagnes de sensibilisation qui expliquent que la transition énergétique est l'affaire de tous. Pour le solaire, je l'ai déjà annoncé, l'objectif est d'installer au niveau de dix wilayas des Hauts-Plateaux et du Sud une capacité de génération de 1.000 MW à partir de 2022 à travers de petites installations à proximité des zones de vie et d'économie.

Cela se fera après la concrétisation à la fin du trimestre courant du projet de création d'une nouvelle entreprise analogue à Sonelgaz, qui sera chargée de la production et la distribution des énergies renouvelables. En ce qui concerne la géothermie, 280 sources ont été recensées et un grand nombre d'entre elles possède un fort potentiel énergétique qu'il s'agit de mobiliser avec le concours du Centre de développement des énergies renouvelables (CDER) et celui d'autres acteurs du champ pour l'exploiter dans l'habitat, l'agriculture et le tourisme, entre autres.

On a appris que vous avez discuté récemment avec le directeur général des forêts...

Oui, dans tous les pays le bois fait partie du modèle énergétique, mais pas chez nous. Quand j'ai discuté avec le directeur général des forêts, il m'a révélé que nous produisons 160 000 m3 de bois dans l'année, or c'est l'équivalent d'une demi-journée de consommation d'énergie. C'est très peu, mais cela montre qu'il y a un immense champ d'investissement à performer dans ce domaine, la filière bois - prise en charge sans tarder

notamment par la plantation d'arbres à croissance rapide - aura toute sa place dans le bouquet énergétique à 2030. Ce bouquet outre les énergies fossiles (pétrole, gaz) comprendra aussi les énergies fissiles (uranium) et renouvelables (biomasse, bois, biocarburant), mais aussi solaire, éolien, géothermie. Ce modèle à 2030 sera élaboré dans l'optique du développement durable, c'est-à-dire de laisser un viatique aux générations futures.

On est, semble-t-il, à la veille d'un changement de gouvernement. Que se passerait-il si le ministère de la Transition énergétique venait à disparaître ?

Je n'ai pas vocation à me prononcer sur les décisions que prendra le président de la République en ce qui concerne le gouvernement. Je peux affirmer en revanche que la transition énergétique est un processus inévitable et que c'est l'affaire de tous, quel que soit les formes que prendra le combat pour la mener à bien. Outre les compétences qui existent et qu'il faut continuer à mobiliser à tous les échelons, il faut créer à mon sens une utopie mobilisatrice en impliquant les jeunes notamment. Pour ma part, mon rêve est que le directeur de l'énergie au niveau des wilayas du pays devienne un ministre de l'Energie à l'échelle locale : qu'il ne s'occupe plus uniquement des bons d'essence ou du kilowattheure de Sonelgaz, mais qu'il soit capable de discuter avec chacun des acteurs à l'échelle de nos collectivités des moyens d'économiser les ressources existantes, de veiller à la conformité des règles de leur exploitation, de prospecter de nouvelles autres et d'imposer la culture du bilan énergétique.

Article de référence :

<https://www.reporters.dz/chems-eddine-chitour-ministre-de-la-transition-energetique-et-des-ressources-renouvelables-la-transition-energetique-est-inevitable-cest-laffaire-de-tous/>

La source originale de cet article est Reporters.dz
Copyright © [Chems Eddine Chitour](#), Reporters.dz, 2021

Articles Par : [Chems Eddine Chitour](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca